

Lieutenant-Colonel Eric Beaudru

Culture stratégique américaine.

**La politique de sécurité de l'administration
de Georges W. Bush: Rupture ou continuité ?**

Liminaires : qu'est ce qu'une culture stratégique ?

La culture stratégique est le résultat des 'traditions, des valeurs, de l'histoire, des attitudes, des schémas de comportement, des habitudes, des symboles, des réalisations, et des façons particulières de s'adapter à l'environnement et de résoudre les problèmes relatifs à une menace ou au recours à la force'.

Le Colonel Desportes la définit comme un ensemble de croyance, d'habitudes, de valeurs qui gouvernent l'emploi de la force et trouvent ses racines dans la géographie, l'histoire ou la culture politique.

En d'autres termes, la culture stratégique est un cadre dans lequel une nation aborde les questions de sa défense et la manière qu'elle use de sa puissance militaire pour gérer ses relations avec ses voisins ou les autres acteurs internationaux. Bruno Colson donne la définition suivante : « la culture stratégie est l'ensemble des pratiques traditionnelles et des habitudes de pensée qui, dans une société géographiquement définie, gouvernent l'organisation et l'emploi de la force militaire au service au service d'objectifs politiques¹ ».

La stratégie est conçue pour préserver l'intérêt d'une nation face à l'incertitude.

On ne peut donc pas parler d'une culture stratégique d'aujourd'hui. Elle est l'héritage du passé et de l'histoire. L'examen des cultures stratégiques fait ressortir une certitude : tous les pays n'ont pas le même rapport vis-à-vis de l'emploi de la force armée et la nature de la menace.

Cependant, certains événements exceptionnels, comme une guerre ou l'avènement d'une menace particulière, peuvent orienter une politique de défense différemment de ce qu'elle aurait été sans ces événements. A l'origine de la stratégie américaine actuelle se trouve la préoccupation centrale d'un état attaqué sur son propre sol. Mais, les guerres menées en Afghanistan contre le régime Taliban et Al Qu'Aïda et en Irak contre le régime de Saddam Hussein ne sauraient être comprises que sous l'éclairage exclusif du 11 septembre. Si les Européens s'accordent sur une définition de la menace terroriste similaire à celle proposée par leurs alliés d'outre atlantique, les remèdes avancés diffèrent.

¹ La culture stratégique américaine, l'influence de Jomini. Bruno Colson

Introduction

Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont sonné la fin de l'après guerre froide. Les ennemis ont changé, les menaces ont radicalement été modifiées et la lutte désormais afficher contre plusieurs fléaux : le terrorisme, l'existence d'états voyous, et la prolifération des armes de destruction massive (ADM). Il est clair qu'aujourd'hui une menace nouvelle pèse sur la sécurité même de l'Amérique comme jadis la Russie communiste pouvait en faire peser. Mais il s'agit désormais moins d'une menace d'armées puissantes et organisées que de petits groupes de terroristes opérant de manière ponctuelle avant de se fondre dans la population, moins d'Etats directement hostiles que d'Etats faibles ou en situation d'échec qui financent ou ordonnent des actions terroristes.

La manière aujourd'hui dont les Etats-Unis conduisent les guerres, laquelle met l'accent sur la puissance, la technologie basée sur la supériorité de l'information, la rapidité de la boucle décisionnelle et les armes de précision, est directement influencée par la culture stratégique dont quelques principes nous semblent familiers comme la volonté de limiter les pertes, de foudroyer l'adversaire et d'intervenir de façon parfois unilatérale. Mais, le Colonel Desportes aimait à le rappeler, en matière de stratégie, que les idées simples sont toujours fausses.

Depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush et de son administration de néo-conservateurs, les Etats-Unis affichent une politique stratégique plus radicale. Les attentats du 11 septembre contre les Tours jumelles et le Pentagone ont permis de réaffirmer la primauté de la défense des intérêts américains et la lutte contre le terrorisme en utilisant, si nécessaire, l'action militaire préventive.

La culture stratégique américaine s'exprime aujourd'hui le mieux dans le document Stratégie en matière de sécurité nationale (National Security Strategy SSN) édité en septembre 2002 par l'administration Bush. Certains y voient l'exemple d'une politique agressive, unilatéraliste et nouvelle. Le texte a suscité de nombreuses polémiques, en particulier dans les capitales européennes, quand il évoquait sans ambiguïté le recours possible à la force pour anéantir de manière préventive les menaces qui pouvaient peser sur les intérêts américains et la sécurité nationale. La rupture une politique passée était acquise.

Cette position reflète une vision trop étroite de la stratégie des Etats-Unis qui a toujours oscillé entre défense ferme et unilatérale de ses intérêts et idéalisme démocratique et

libertaire. Les Etats-Unis ont au cours de leur histoire largement eu recours aux actions préventives et la SSN de Bush est le résultat d'une décennie de réflexions passées que les évènements du 11 septembre ont plus que jamais mis en avant. Il n'y a pas de réelles ruptures avec les stratégies de défense plus anciennes des administrations précédentes. La vision de la stratégie américaine correspond à une vision mesurée et raisonnée du monde. Beaucoup, et en particulier les Européens interprètent le discours messianique américain comme la marque d'intérêts non avouables et d'ambitions hégémoniques : nous montrerons qu'il n'en est rien et expliquerons les racines de la politique stratégique américaine en évoquant l'idéalisme des Américains.

1. La stratégie en matière de sécurité nationale des Etats-Unis d'Amérique (SSN) : le changement dans la continuité

Le document relatif à la stratégie de sécurité nationale élaboré un an après les attentats du 11 septembre a suscité des controverses, en particulier en Europe, non pas parce qu'il apparaît comme novateur et en rupture avec la conception américaine passée, mais parce qu'il officialise un certain nombre de thèmes comme le renoncement partiel au principe sécuritaire de la dissuasion au profit du recours préventif à ma force pour éradiquer une menace pesant à termes sur la sécurité des Etats-Unis et des ses alliés.

1.1. Les précédentes SSN

En vertu de la loi Goldwater-Nichols de 1968, le gouvernement américain est tenu de présenter chaque année au Congrès un rapport annuel dans lequel il expose ses objectifs en matière de stratégie de sécurité. Cette loi trouve son origine dans la présentation par le président Truman en 1950 d'un premier rapport qui décrivait la politique de sécurité à tenir par les Etats-Unis face à la menace de l'union soviétique et préconisait la doctrine « d'endiguement » qui allait dominer la Guerre froide pendant 50 ans. Depuis, chaque président propose au Congrès américain un document similaire au caractère plus ou moins spécifique. Depuis 1992, ce document est diffusé au grand public. Les deux derniers sont la Stratégie de sécurité nationale (SSN) de 1999 présenté par le président Clinton, et la SSN de G. W. Bush élaborée au lendemain du 11 septembre.

La stratégie nationale de sécurité du président Clinton de 1999 :

La SSN de Clinton s'articulait autour de trois thèmes essentiels : « renforcer la sécurité des Etats-unis, favoriser la prospérité économique, promouvoir la démocratie et les droits individuels à l'étranger ». Le document réaffirme la nécessité de rester impliquer dans les affaires internationales tant par idéalisme que pour préserver les intérêts nationaux.

Pour favoriser l'émergence d'un monde où les intérêts américains sont préservés, les Etats-Unis doivent renforcer les alliances, préserver leur influence dans les régions vitales, encourager l'engagement des Etats aux normes internationales, lutter contre la prolifération

des AMD et prévenir les conflits. Pour se faire, les Etats-Unis doivent moderniser leurs outils de défense et maintenir leur supériorité militaire pour relever les risques du ‘nouveau siècle’. Toutefois, si la force reste un élément indispensable de sécurité, elle joue un rôle moins important que la diplomatie et l’interventionnisme économique pour la promotion de la démocratie et du libéralisme.

Une catégorie d’activité tend à prendre de l’importance. Il s’agit des opérations en faveur du maintien de la paix, des actions humanitaires effectuées par les armées, ainsi que les interventions d’intensité limitée. Ces activités sont regroupées sous le terme générique d’opérations ‘autres que la guerre’ (operations other than war, OOTW).

Cette politique menée par le président démocrate Bill Clinton a permis de mêler unilatéralisme et multilatéralisme, en jouant le libre échange tout en autorisant des interventions militaires comme se fut le cas au Kosovo.

1.2. La « quadrennial defense Review Report QDR»

Depuis la loi de finance de 1997, il est demandé au Département de la Défense américain (DoD) de soumettre tous les quatre ans une nouvelle étude de la politique de défense, le « quadrennial defense Review ».

Dès son arrivée en janvier 2001, la nouvelle administration Bush a affirmé son intention ‘ transformer’ la stratégie de défense et jeter les bases de sa nouvelle politique de défense. Bien que rédigé avant le 11 septembre, elle transcrit cependant les nouvelles tendances de la stratégie américaine avec une approche plus ‘réaliste’ de la sécurité, en particulier en reconnaissant une menace pour la sécurité plus diffuse et complexe que précédemment et que le risque doit être évalué à moyens et longs termes,

Les intérêts de sécurité fondamentaux des Etats-Unis sont articulés désormais autour de quatre points :

Le respect des engagements internationaux vis-à-vis « de leurs amis et de leurs alliés ». Il s’agit d’assurer les équilibres régionaux.

Décourager la compétition militaire qui pourrait constituer une menace pour leurs intérêts et ceux de leurs alliés,

Dissuader contre tout acte d’agression et de coercition. Cela passe par le pré positionnement de forces,

Détruire ces adversaires en cas d’échec de la dissuasion (decisively destroying any adversary)

1.3. La SSN de G. W. Bush : le changement dans la continuité

La SSN de Bush publiée le 17 septembre 2002, est plus offensive que celle de son prédécesseur en stigmatisant en particulier la malveillance de certains états dans le monde. Elaboré par des conseillers formés au temps de la Guerre froide, cette politique stratégique a bénéficié de l'attaque terroriste du 11 septembre pour s'imposer auprès des hommes politiques et de l'opinion publique américaine. Sans le 11 septembre et le contexte sécuritaire qui a suivi, la politique aurait été vraisemblablement la même, mais aurait fait l'objet de contestations ou tout au moins de débats au sein du congrès et de l'opinion. Plus radicale et offensive, la SSN s'inscrit autour de quatre thèmes principaux

- du maintien de la suprématie militaire,
- des actions préventives,
- de la recherche de partenaires afin d'agir dans le cadre d'une coalition, avec si nécessaire le recours à une action unilatérale
- enfin, de la défense dans le monde de valeurs idéalistes comme la démocratie, la prospérité ou la liberté.

La stratégie du président Bush repose sur une augmentation des budgets militaires et l'avance technologique américaine et modifie l'équilibre du droit international en renonçant partiellement aux principes sécuritaires de la dissuasion au profit d'interventions préventives unilatérales. Plus exactement, la nouvelle stratégie en matière de sécurité n'annule pas les doctrines élaborées depuis cinquante ans et ne rejette ni l'endiguement ni la dissuasion. Dans certains cas, ces stratégies s'appliquent toujours. Mais les nouvelles menaces exigent de nouvelles façons de penser. Celles ci sont aujourd'hui pour les Américains si potentiellement dangereuses et difficilement prévisibles qu'elles ne peuvent être endiguées. L'endiguement est impossible lorsque « des dictateurs déséquilibrés possédant des armes de destruction massive peuvent en armer des missiles ou en fournir secrètement à leurs alliés terroristes². ». Les principes de la dissuasion sont caduques face à un état sans structure véritable ou encore face à un tyran ou des organisations terroristes qui peuvent voire dans le suicide ou les opérations kamikazes une sorte de sacrement religieux. Il était donc compréhensible que les Etats-Unis aient voulu imposer une politique de sécurité offensive, prompte à réagir, si besoin, avant que les menaces se concrétisent. C'est la notion de l'action préventive. Les

² discours de Bush à West Point en juin 2002

Etats-Unis se réservent depuis longtemps l'option d'actions préemptives pour contrer une menace suffisamment grave pour leur sécurité nationale. Plus grande est la menace, plus grave est le risque lié à l'inaction et plus une action anticipative se justifie pour leur défense, même si des incertitudes demeurent quant au lieu et au moment de l'attaque de l'ennemi. Pour anticiper ou prévenir de telles actions hostiles de leurs adversaires, les Etats-Unis agiront, si nécessaire, de manière préemptive. »

Le document stigmatise par ailleurs des états ou des organisations malveillantes à l'égard des Etats-Unis mais également à l'égard de leur propre population. « Nous défendons la paix en combattant les terroristes et les tyrans. Nous propagerons la paix en encourageant l'instauration de sociétés libres et ouvertes sur tous les continents. »

Dans son discours du 1^{er} juin 2002 à West Point, G. W. Bush explicite certains termes de la SSN énoncés quelques mois plus tôt. Il développe le fait que le maintien de la supériorité militaire et technologique des Etats-Unis se traduit par la suprématie des armes américaines et la révolution dans les affaires militaires (RAM). « Les Etats-Unis ont une telle avance qu'ils mènent leur propre course aux armements et les Etats-Unis doivent désormais pouvoir exercer l'option d'agir militairement avant que les menaces ne se concrétisent. »

Mais, s'attaquer sélectivement aux crises après leur apparition ne garantit pas la sécurité du pays. Les crises seraient désormais traitées de manière anticipatoire. « Dans le nouveau monde, le seul chemin à mener vers la paix et la sécurité est celui de l'action ». Ces réflexions annoncent explicitement que les doctrines antérieures de 'dissuasion' et d'endiguement ne répondent plus à toutes les menaces.

1.3.1. Le thème de la dissuasion

Pour la 'National Security Strategy', « les concepts traditionnels de dissuasion ne peuvent fonctionner contre un ennemi dont la tactique avouée consiste à détruire gratuitement et à prendre des innocents pour cible, dont les prétendus soldats recherchent le martyr dans la mort et dont la plus puissante protection réside dans l'apatridie. L'association entre les Etats soutenant le terrorisme et ceux qui cherchent à acquérir des armes de destruction massive nous obligent à l'action. »

« Les Etats voyous et les terroristes ne cherchent pas à nous attaquer à l'aide de moyens conventionnels. Ils savent que de telles attaques échoueraient. Ils s'appuient plutôt sur des actes de terreur et sur l'utilisation potentielle d'armes de destruction massive – des armes qui peuvent être facilement dissimulées, déclenchées en secret et utilisées sans avertissement. »

Les documents officiels bâtissent donc la défense des Etats-Unis autour de trois idées : la dissuasion classique, la dissuasion par interdiction et les actions ‘préemptives’

La dissuasion consiste à convaincre « l’adversaire de la futilité de rivaliser avec les Etats-Unis, que ce soit sur base générale ou dans une catégorie particulière de puissance militaire, qui pourrait être les armes nucléaires, les avions de chasse, les sous-marins d’attaque ou tout autre armement. L’objectif consiste à pousser l’adversaire à conclure qu’il serait vain de rivaliser en matière d’acquisition de capacités militaires. »

L’échec de la dissuasion classique va engendrer la course aux armements et la multiplication des conflits. Il s’agit alors d’user de la crainte de la coercition chez l’ennemi. « Depuis des années, les stratèges américains militent en faveur d’un renforcement de la forme dominante de dissuasion classique propre à la Guerre froide – à savoir la dissuasion par une menace de punition – via une dissuasion par interdiction ».

1.3.2. Le concept de la guerre préventive

Tout en se faisant l’écho dans son discours à West Point des thèmes énoncés quelques années plus tôt par son secrétaire adjoint à la défense³, le président Bush s’est attaché à expliquer pourquoi c’est stratégie de la puissance ne pouvait être un facteur de déstabilisation mondiale. Le président a eu à cœur de mettre en avant les intentions bienveillantes de l’Amérique. Les Etats-Unis n’ont pas d’arrière pensées coloniales ou de conquêtes, mais cherchent à établir, par la force si nécessaire, les conditions d’accès à la démocratie et à la paix partout dans le monde. Sans aller dans l’excès d’idéalisme du président Carter, le président Georges W. Bush défend le thème récurrent d’une ‘Amérique en armes’⁴ pour la défense de valeurs communes à tous les peuples. C’est dans ce contexte qu’est formulé le concept de prévention dont on a vu ce qu’il représentait.

Ce qui est novateur dans la volonté américaine d’user de l’option militaire avant que les menaces se concrétisent pleinement, c’est qu’elle met à mal le vieux concept de la dissuasion et bouleverse la doctrine d’emploi des forces en particulier nucléaires.

Cette notion d’action préventive est reprise dans le document ‘stratégie nationale pour combattre les armes de destruction massive’⁵. Il est clairement fait allusion à la possibilité que

³ Paul Wolfowitz a présenté en 1992 dans son guide de la planification de la défense, (Defense Planning Guidance) un certain nombre de thèmes qui sont repris dans la SSN de Bush

⁴ Vincent Desportes : L’Amérique en armes, anatomie d’une puissance militaire

⁵ National Strategy To Combat Weapons of Mass Destruction, décembre 2002

se donnent les Etats-Unis d'intervenir en amont d'une crise pour réduire la menace des armes de destruction massive. « Les forces militaires américaines et les agences gouvernementales de défense doivent disposer des moyens appropriés pour se défendre contre les adversaires utilisant les armes de destruction massives, incluant si besoin les actions préemptives Ceci suppose que nous ayons la capacité de repérer et de détruire un adversaire avant qu'il n'utilise ses armes de destruction massive⁶ » Il s'ensuit la liste des différents moyens mis en œuvre. Parmi eux, est mentionné l'utilisation des armes nucléaires. « Les Etats-Unis continueront d'affirmer clairement qu'ils se réservent le droit de répondre à une agression par armes de destruction massive par une force écrasante en ayant recours à toutes les options possibles (id incluant l'utilisation d'armes conventionnelles et nucléaires)⁷ ».

Enfin, la Nuclear Posture review (NPR) intègre l'utilisation de l'arme atomique comme un élément de la dissuasion parmi d'autres et comme un moyen d'action au titre des actions préventives. La NPR définit une nouvelle posture permettant, en cas de besoin, de développer des armes nucléaires nouvelles. Il semble que le seuil d'emploi de l'arme nucléaire ait été abaissé ce qui laisse préjuger qu'une utilisation plus souple et qu'un emploi adapté du nucléaire soient admis à l'avance.

Par ailleurs, selon certaines indiscretions savamment orchestrées par le Pentagone, les Etats-Unis souhaitent se lancer dans la réalisation d'une bombe de faible intensité, les « mini-armes » destinées à être employées contre les états qui soutiennent directement le terrorisme ou qui possèdent des armes de destruction massive.

Face à des nations hébergeant des terroristes ou face à des organisations internationales terroristes pour lesquelles par définition la dissuasion nucléaire ne fonctionne pas, la NPR retient le principe d'un emploi tactique de l'arme en complément d'armes conventionnelles. Ces dernières grâce à l'évolution technique ont vu leur pouvoir de destruction et surtout leur précision s'accroître et permettent désormais de traiter des cibles fortement protégées et jusque là réservées à l'atome. Ce retour d'un emploi élargi de l'arme est le retour à la doctrine de la riposte graduée des années 60. Il s'agit cependant dans le cas présent de l'utilisation de l'arme atomique au titre des actions préventives décidées par les USA contre un ennemi identifié comme voulant ou pouvant potentiellement se doter d'armes de destruction massive.

⁶ U.S. military forces and appropriate civilian agencies must have the capability to defend against WMD (weapons of mass destruction) armed adversaries, including in appropriate cases through preemptive measures. This requires capabilities to detect and destroy an adversary's WMD assets before weapons are used.

⁷ « The United states will continue to make clear that it reserves the right to respond with overwhelming force – including through resort to all of our options (id conventional and nuclear response and defense capabilities) – to the used of WMD against the United states

Il s'agit de la fin d'un tabou qui autorise l'utilisation de l'arme nucléaire contre des pays non-nucléarisés.

2. La SSN de G. W. Bush : la continuité dans le mode d'action et les motifs d'intervention.

La nouvelle stratégie de sécurité nationale publiée par la Maison-Blanche a suscité un vif intérêt et parfois un certain nombre de critiques. Pourtant, elle énonce en partie des thèmes largement récurrents de l'histoire américaine, comme le droit pour défendre ses intérêts de recourir à la force et aux interventions militaires, le maintien de la suprématie militaire ou encore la recherche systématique de coalitions et d'alliés avant d'intervenir.

La SSN de Bush s'inscrit dans le mode d'action et les motifs d'intervention dans la continuité de la tradition stratégique américaine.

2.1. Les principaux thèmes de la SSN de Bush sont antérieurs au 11 septembre

La politique de Bush est une politique moins ambiguë que celle de ses prédécesseurs et en particulier de celle de Bill Clinton. La malveillance de certains états y est stigmatisée mais les thèmes ne sont pas fondamentalement novateurs et antérieurs aux attentats terroristes du 11 septembre 2001. L'idée d'états voyous, 'les rogues states,' existe depuis l'administration Carter tandis que le président Clinton reliait déjà explicitement ces états de 'l'axe du mal' aux menaces pour le monde des armes de destruction massive.

Il serait faux de croire que les thèmes de la stratégie de défense actuelle est le seul fait des attentats du 11 septembre. On se souvient que dès 1992, Paul Wolfowitz, l'actuel secrétaire adjoint à la défense, réclamait dans le 'Guide de Planification de la défense' (Defense Planning Guidance) une augmentation considérable des budgets militaires et l'accroissement de la puissance américaine afin d'empêcher « la montée d'un nouveau rival ». Parmi les préoccupations essentielles à la sécurité américaine, étaient cités « la diffusion d'armes de destruction massive et de missiles balistiques ou encore les menaces du terrorisme pesant sur les citoyens américains ».

En 1998, le rapport de la commission Rumsfeld, l'actuel secrétaire à la défense, mettait en garde contre les risques de prolifération des engins balistiques, leur acquisition par des états clairement nommés (Corée, Iran et Irak). La menace d'attaque par des missiles balistiques avec des charges biologiques ou nucléaires contre le territoire national ou les forces déployées était jugée préoccupante.

En 2001, le rapport de la commission américaine sur la sécurité nationale, la commission Hart-Rudman, proposait la création d'une agence interministérielle (La Homeland Security Agency) responsable de la défense du territoire contre les attaques terroristes. La commission évoquait explicitement la menace du terrorisme internationale et le risque d'une attaque contre les USA avec des armes nucléaires, chimiques ou biologiques dans les prochaines années⁸.

2.2. Le thème ancien de l'action préemptive dans la politique étrangère américaine

La prévention apparaît clairement dans la doctrine de Bush comme une option politique comme les autres. Cette position tranchée a été largement commentée pourtant la notion d'intervention préventive n'est pas une notion nouvelle de la politique étrangère américaine. De la crise des missiles de Cuba en 1962 à l'intervention en Irak, les Etats-Unis revendiquent le droit à une « légitime défense anticipée ». Depuis toujours, les Etats-Unis, même s'ils affirment le contraire, ont autorisé l'usage de la force quand leurs intérêts étaient menacés et pas seulement pour répondre à une agression caractérisée où l'initiative de la guerre revenait à leurs ennemis. Le concept de l'action préventive n'est pas nouveau. Mais qu'entendons-nous exactement par action 'préventive'. Il s'agit du recours par un Etat à la force militaire contre une autre afin de l'empêcher de lancer une attaque militaire ou d'user de la force contre lui⁹. Dans ce cas, l'analyse historique tendrait à montrer au sens strict de la définition, les Etats-Unis n'ont jamais, à de rares exceptions près (la guerre hispano-américaine de 1898 ou la guerre du Mexique) lancer d'attaque préventive contre une autre nation. Cependant, les annales des Etats-Unis indiquent qu'ils ont toujours, et jusqu'à une époque toute récente (l'intervention en Irak), usé de la force contre d'autres nations pour défendre leurs ressortissants ou leurs intérêts à court ou moyen terme dans les cas suivants, principalement dans le cadre d'une participation américaine à des opérations multinationales telles que celles des Nations Unies, du respect d'accords bilatéraux de défense ou encore d'opérations de sécurité mutuelle sous l'égide d'organisations multinationales de défense comme par exemple

⁸ Le rapport de la commission évoque : The combination of unconventional weapons proliferation with the persistence of international terrorism will end the relative invulnerability of the Us homeland to catastrophic attack. A direct attack against American citizens on American soil is likely over the next quarter century. The risk is not only death and destruction but also a demoralization that could undermine US global leadership. »

⁹ Richard Grimmett, Service de recherches du congrès des USA, l'emploi préventif de la force militaire américaine : une perspective historique.

l'OTAN. On citera ainsi, les interventions en Corée, la guerre du Golfe, les opérations en Bosnie, au Kosovo et en Afghanistan.

Cependant, les Etats-Unis ont souvent usé de l'action de prévention à la limite de l'action militaire anticipée. Quatre types d'interventions préventives sont couramment acceptés par la Maison Blanche et ont été au cours du siècle couramment employés. Tout d'abord, les interventions militaires dans certains pays d'Amérique du sud et des Caraïbes. Ces pays ne menaçaient la sécurité des Etats-Unis, mais par leur stabilité politique les prévenaient d'une intervention extérieure d'un pays tiers autre que les Etats-Unis. Il s'agit de l'application de la doctrine Monroe qui s'opposait aux ingérences sur le continent américain de nations extérieures. Puis, on pense aux actions militaires pour le respect de traités bilatéraux qui justifieront par exemple l'intervention au Nicaragua. Enfin, on reconnaît dans le mode opératoire américain, l'action militaire destinée à la protection et la défense de leurs intérêts et ressortissants menacés par l'instabilité politique (République dominicaine en 1965, Grenade en 1983 ou au Panama en 1989).

Enfin, plusieurs cas de changement de régime ont été provoqués directement sur l'initiative des Etats-Unis : Les opérations clandestines sont menées par des agences gouvernementales pour modifier la situation politique d'un pays ou faire basculer l'issue d'un conflit militaire, le tout pour la défense des intérêts américains. On cite volontiers, les interventions des services de renseignement pour éliminer et remplacer des chefs de gouvernements jugés trop dangereux pour la sécurité des Etats-Unis comme ce fut le cas de Mossadegh en Iran ou Lumumba au Congo. On pense encore au Guatemala en 1954.

Les opérations secrètes de la CIA, les interventions économiques, politiques et militaires, la corruption et l'infiltration de gouvernements étrangers, tout cela fût pratiqué par les Américains depuis des décennies, autant par les républicains que par les démocrates.

Théodore Roosevelt affirmait que les Etats-Unis devaient jouer dans l'hémisphère occidental « un rôle de policier international ». Depuis 1898, date qui établit la continuité territoriale des Etats-Unis de l'Atlantique au Pacifique, les USA sont intervenus sur tous les continents engendrant des changements de régime, modifiant les données stratégiques ou politiques de plusieurs régions ou modifiant radicalement le mode vie de millions de personnes.

Quelques soient les administrations qui se succèdent à la Maison-Blanche, deux constantes semblent établies : les Etats-Unis souhaitent conserver un rôle actif dans les affaires internationales, et assumer leurs responsabilités de superpuissance. Le fait que depuis la chute du régime soviétique, la démocratie et les valeurs américaines se soient imposées à une

majorité de pays, donne aux USA la possibilité de promouvoir leurs intérêts au lieu de simplement les défendre. Il apparaît cependant que cette stratégie d'action préventive doit rester exceptionnelle. Il ne s'agit pas pour les Etats-Unis, ni pour aucune nation du reste, d'engager des forces militaires sans avoir épuisé tous les recours et en particulier les possibilités diplomatiques. Or la SSN de Bush ne dit pas autre chose et Condoleezza Rice de préciser que « le nombre de situations dans lesquelles (l'action préventive) pourrait être justifiée sera toujours très restreint. Il faut que la menace soit très grave, et qu'attendre soit nettement plus risqué qu'agir. »¹⁰

Ce qui est nouveau, c'est d'officialiser le recours aux actions préventives.

Les Etats-Unis sont depuis longtemps favorables à des mesures anticipées lorsqu'il s'agit de répondre à une menace caractérisée visant la sécurité du pays. Comme l'ont montré les attaques du 11 septembre, les terroristes ont comme premier objectif la destruction des populations civiles et sans aucun doute, ils n'hésiteraient pas à user d'armes de destruction massives s'ils pouvaient en acquérir. Les organisations terroristes comme Al-Qaïda présentent une menace immédiate et elles ne sont pas dissuadées par la crainte d'une riposte des Etats-Unis. Le concept de légitime défense par l'action préventive préconisé depuis des décennies par les Etats-Unis et internationalement reconnu, arrive aujourd'hui à maturité dans la SSN de la Maison Blanche face aux capacités et aux objectifs des adversaires d'aujourd'hui.

2.3. La notion controversée mais finalement admise des actions préemptives

Les Etats-Unis n'acceptent pas que des ennemis puissent perpétrer des crimes sur leur territoire comme ceux du 11 septembre, de même ils n'admettent plus les attaques terroristes contre leurs ambassades ou leurs forces déployées. Aussi, ont-ils développé la notion 'd'actions préemptives' ou 'préemption '. Si, nous l'avons vu l'emploi de la force pour empêcher un ennemi de frapper sur la base de preuves indiquant l'imminence de la menace sur ses intérêts était admis et utilisé, l'intervention militaire préventive sur la base d'un risque futur plausible est plus controversée.

Le concept de l'action préventive n'a pas été élaboré son le coup de l'émotion immédiate des attentats terroristes du 11 septembre 2001, mais est véritablement le fruit d'une réflexion plus complexe et mûrie qui vise à redéfinir le rôle de la force. Colin Powell aime rappeler comme exemple de l'utilisation par le passé de l'action préventive, l'offensive israélienne dans la Guerre des six jours, la destruction du réacteur nucléaire civile irakien Osirak par les avions

¹⁰ Conférence Wriston 2002, présentée au Manhattan Institute de New York le 1^{er} octobre 2002

de chasse israélien en 1981. Dans le même registre, les meurtres préventifs par les Israéliens contre les auteurs potentiels d'attentats ou des chefs islamiques font partie de cette nouvelle approche de l'usage de la force visant à détruire la menace avant que celle-ci se matérialise.

Dans l'ensemble, les gouvernements admettent le principe de l'action préemptive voire de l'intervention préventive. La loi de programmation militaire en France pour les années 2003 à 2008, reconnaît d'ailleurs explicitement ce principe en affirmant que « la possibilité d'une action préemptive pourrait être considérée, dès lors qu'une situation de menace explicite et avérée serait reconnue ».

Plus récemment et pour apporter une réponse européenne à la flambée du terrorisme et réagir ostensiblement à la politique américaine de sécurité notamment sur le choix du recours à la force avant que se manifeste la menace, l'Union européenne s'est également prononcée pour l'action préventive. Dans le projet de stratégie de sécurité de l'Union¹¹, le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune Javier Solana défend le principe en notant qu'« un petit groupe [armé d'armes de destruction massives] serait à même d'infliger des dégâts d'une ampleur qui, jusqu'il y a peu, n'aurait pu être envisagée que pour des Etats ou des armées. Dans ce cas, la dissuasion n'aboutirait à rien. » Aussi, s'est développée l'idée d'un engagement préventif qui peut permettre d'éviter que des problèmes graves se présentent dans l'avenir. « Face aux nouvelles menaces, c'est à l'étranger que se situera souvent la première ligne de défense. Les nouvelles défenses sont dynamiques. Si rien ne vient les contrer, elles deviendront plus dangereuses. Les risques de prolifération augmentent avec le temps ; si rien n'est fait pour les démanteler, les réseaux terroristes deviendront encore plus dangereux (nous aurions dû nous attaquer à Al-Qaïda beaucoup plus tôt)... Cela signifie que nous devrions être prêts à réagir avant qu'une crise se produise. Il n'est jamais trop tôt pour prévenir des conflits et des menaces ... Nous devons développer une culture stratégique qui facilite une intervention rapide, précoce et, si nécessaire, vigoureuse. »

La vision américaine et son concept souvent controversé de l'action préemptive voire de l'intervention militaire anticipée ne sont pas si éloignés des positions d'autres nations.

2.4. La légitimité de l'intervention préemptive : droit international et efficacité politique

¹¹ Une Europe sûre dans un monde meilleur, juin 2003

Pour l'administration Bush, l'intervention préventive relève du droit international, Condoleezza Rice, conseillère du président pour les questions de sécurité, déclarait : « Aucun pays n'a jamais été moralement ou légalement tenu d'attendre d'être attaqué avant de faire face à des menaces pesant sur son existence même. »

Le besoin de désamorcer une crise, d'assurer la paix et la stabilité, de restaurer l'autorité d'un état ou de répondre à un besoin humanitaire d'intervention fait partie de l'action politique de tout pays. Mais dans le cas de l'action préventive définie par les Etats-Unis, il s'agit d'un concept nouveau. Il prévoit l'usage de la force par un état contre un autre pour empêcher ce dernier d'user lui-même de la force. Le sens de la prévention est donc élargi à des actions militaires. Il semble que dans ces conditions, l'action, militaire anticipée n'est pas de fondement juridique et s'éloigne légèrement de la tradition stratégique américaine.

Les critiques estiment que la stratégie américaine va au-delà du droit à la légitime défense anticipée telle que couramment admise par le droit international au vu de l'interprétation de la Charte des Nations Unies. Le fait de reconnaître de tels précédents en droit international risque de bouleverser l'ordre international. Une politique d'intervention préemptive ou préventive peut conduire les ennemis potentiels à adopter des politiques identiques et donc conduire à une instabilité internationale chronique. En agissant ainsi, les Etats-Unis donneraient l'occasion à certains pays belliqueux d'entreprendre des actions de défense préventives comme prétexte d'ambitions hégémoniques. On pense évidemment à la Chine qui pourrait anticiper une action armée afin de réintégrer Taiwan sous son autorité. L'argument cependant n'est pas recevable. La Chine n'a jamais cessé de revendiquer la province de Taiwan et il ne semble pas que la rhétorique américaine soit à même de modifier la politique étrangère chinoise.

Le droit à la légitime défense.

L'intervention préventive ou préemptive, dès lors qu'elle échappe au conseil de sécurité de l'ONU n'est pas strictement légale. A ce titre, l'intervention en Irak de la coalition autour des Etats-Unis n'est pas légale. Il s'agit maintenant de juger de sa légitimité au niveau de son efficacité. Les armes de destruction massives dont la détention par le régime de Bagdad était à un motif de non-respect des résolutions de l'ONU et la justification à l'époque de l'intervention alliée, n'ont pas été trouvées, ce qui supprime une première légitimité à l'action. En revanche, si Saddam Hussein était considéré comme une arme de destruction massive, le fait d'abattre son régime, de l'avoir arrêter pour le juger, légitime pleinement l'intervention. Enfin, la guerre en Irak a manifestement permis de faire progresser la paix

internationale. Avec la SSN de Bush, les Etats-Unis ne sont plus seulement un modèle à suivre, mais l'acteur désigné de la diffusion et l'instauration des valeurs occidentales.

La mise en œuvre de la politique en matière de sécurité de Bush s'est révélée en Irak difficile en particulier car elle a très sérieusement entamé le capital diplomatique des USA et leur crédibilité. Les défis de l'après guerre sont considérables. Aussi, la France se montrerait bien inspiré en proposant une initiative de résolution pour le conseil de sécurité afin d'y rétablir le mandat des Nations Unis. Il s'agirait de donner à la communauté internationale le mandat et les moyens de reconstruire le pays et rétablir la démocratie en favorisant avec le gouvernement provisoire irakien, la tenue d'élections. Farouche adversaire à l'intervention américaine, la France a condamné l'idée de guerre préventive, la considérant comme une violation du droit international. En convainquant les Etats Unis de la nécessité de redonner un rôle majeur aux Nations Unis, elle légitimerait leur action.

2.5. La suprématie des forces militaires

On trouve dans la stratégie de sécurité officielle des administrations Clinton et Bush deux constantes : un premier principe veut que les Etats-Unis doivent être activement engagés dans les affaires internationales et assumer leur rôle mondial de superpuissance. Le second défend la suprématie des forces armées américaines. « Il est temps de réaffirmer le rôle essentiel des forces militaires américaines. Nous devons construire et entretenir nos moyens de défense de façon à ce qu'ils restent inégalés ». Les Etats-Unis doivent constituer et entretenir des forces armées prêtes à relever tous les défis. La SSN 2002 va plus loin encore en cherchant à dissuader par la suprématie militaire tout adversaire potentiel de renforcer ses pouvoirs militaires dans l'espoir de surpasser ou d'égaliser la puissance des Etats-Unis ou de leurs alliés. « Le premier but militaro-stratégique » est d'empêcher « la montée d'un nouveau rival, que ce soit sur le territoire de l'ancienne Union soviétique ou ailleurs. [...] Nous devons empêcher qu'une quelconque puissance hostile domine une région, dont les ressources [...] suffiraient à assurer une position de puissance mondiale. » Parmi les préoccupations essentielles à la sécurité américaine, citons « l'accès à des matières premières vitales, avant tout le pétrole du

golfe Persique, la diffusion d'armes de destruction massive et de missiles balistiques, les menaces de terrorisme pesant sur les citoyens américains »¹²

La stratégie de sécurité nationale prévoit une 'transformation' de l'appareil militaire soutenue par l'accroissement des budgets de défense. Il s'agit de maintenir les forces américaines au plus haut niveau et leur garantir de vaincre rapidement de futurs adversaires.

2.6. Une politique qui n'a pas abandonné le multilatéralisme

La stratégie américaine en matière de sécurité de Gorges W. Bush énonce clairement que lorsque les Etats-Unis devront agir contre leurs ennemis, ils s'efforceront de mobiliser le soutien de la communauté internationale. L'administration Bush n'a pas abandonné la démarche multilatérale. Les accusations selon lesquelles les Etats-Unis font preuve d'hégémonie et d'unilatéralisme dans les questions de sécurité sont démenties par les appels lancés en faveur d'une stratégie de coopération avec ses alliés traditionnels et de nouveaux partenaires. Les nouvelles orientations politiques qui semblent de prime abord teintées d'unilatéralisme sont peut-être le précurseur d'un nouvel multilatéralisme.

La politique de l'administration américaine telle qu'elle s'exprime dans la nouvelle SSN a trop souvent été qualifiée d'unilatérale. Pourtant, une analyse rigoureuse montre qu'elle n'est pas « unilatéraliste ». Certes la stratégie de sécurité nationale contient des éléments unilatéralistes. Les Etats-Unis sont prêts pour se défendre « à agir seuls, au besoin, pour exercer leur droit à la légitime défense ». Cependant, le document énonce clairement que les USA « s'efforceront de mobiliser le soutien de la communauté internationale ». La démarche multilatérale ne prévaudra jamais sur la sécurité des citoyens ou des intérêts américains, mais G. W. Bush ne la rejette.

Ce multilatéralisme prudent s'est traduit par la recherche systématique du soutien de la communauté internationale des américains avant toute intervention, et la mise sur pied d'une coalition d'états pour intervenir à côté des troupes américaines. Ce fût le cas pour la guerre du Golfe, en Afghanistan ou encore quoi qu'on en dise, pour l'opération Liberté en Irak alors que les surcapacités américaines n'imposaient pas militairement ces coalitions.

¹² Defense Planning guidance (Guide la planification de la Défense) de 1992 par Paul Wolfowitz

De façon plus pragmatique, dans le combat idéaliste de promotion de la liberté des peuples et de la démocratie, les Etats-Unis n'ont pas les moyens de prendre en charge tous les problèmes internationaux. Ils n'ont « ni l'intention, ni les ressources pour être le gendarme du monde »¹³ Les Etats-Unis, chaque fois que cela est possible cherche la coopération multilatérale et en particulier lorsque les intérêts en jeu sont communs

La nouvelle stratégie déclare « qu'aucun pays ne peut édifier seul un monde plus sûr et meilleur. Les alliances et les institutions multilatérales peuvent multiplier la force des pays épris de liberté. » L'OTAN joue un rôle exceptionnel dans la politique américaine parce que « les Etats-Unis ne peuvent guère accomplir de choses durables dans le monde sans la coopération soutenue de leurs alliés et amis au Canada et en Europe » La stratégie nationale énonce clairement les avantages et la nécessité d'une coopération multilatérale. Dans le cas de la lutte contre le terrorisme, par exemple, les Etats-Unis mettent l'accent sur la nécessité de disposer de meilleures capacités de renseignement afin de fournir des informations précises et en temps utile sur les menaces et d'insister sur le fait qu'ils « travailleront en étroite coordination avec leurs Alliés pour parvenir à une évaluation commune des menaces les plus dangereuses. »

L'accusation des Européens d'unilatéralisme semble être devenue légitime après les opérations en Irak. Pourtant, il faut encore éviter d'exagérer la rupture avec la tradition stratégique. Ce qui est nouveau, c'est que l'administration Bush, tout en affirmant que les institutions multilatérales peuvent « multiplier la force des nations éprises de liberté », rejette le multilatéralisme pour le unilatéralisme et lui préfère la stratégie pragmatique de l'action efficace. La réussite des opérations en Afghanistan puis contre le régime de Saddam Hussein, a renforcé l'idée que les coalitions sont préférables aux alliances puisqu'elles permettent de garantir flexibilité, efficacité et liberté d'action pour la défense des intérêts nationaux. Le gouvernement Clinton pourtant attaché au multilatéralisme et aux organisations comme l'ONU, a dans le passé souvent préféré la défense seul d'intérêts nationaux à la recherche effrénée d'une coopération internationale. La coopération est un principe fondamental de la stratégie de sécurité nationale du président Bush. Ce document consacre ainsi un chapitre complet à l'importance stratégique des alliances et des partenariats. « La coopération est un ingrédient indispensable de l'objectif de lutter contre le terrorisme, de

¹³ National security strategy of United States ,1991.

protéger la stabilité régionale, développer les échanges et le développement, et de maintenir des liens amicaux avec les puissances mondiales¹⁴ ».

Par ailleurs, comme le faisait remarquer le journaliste au Washington Post, Robert Kagan, les conceptions européennes et américaines du multilatéralisme sont fondamentalement différentes¹⁵. Pour un américain, le conseil de sécurité n'est pas une fin en soi ; Il est préférable avant d'intervenir d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre et du conseil de sécurité. Si sa recommandation est favorable cela renforce votre position et facilite l'opération. Si le vote est défavorable, c'est une occasion perdue qu'il faut simplement ignorer. Pour un américain, la recherche d'une coalition même minimale est déjà du multilatéralisme.

Par ailleurs, la communauté internationale n'est pas toujours opposée à l'ingérence américaine. On se souvient par exemple de l'appel pressant qui était fait aux USA pour intervenir par exemple au Libéria et mettre fin à la crise humanitaire en Somalie. De même, il est paradoxal, après avoir souvent condamner les Etats-Unis pour leur tiédeur à vouloir intervenir dans le monde, de leur reprocher une trop forte volonté interventionnisme au nom de la sécurité mondiale.

¹⁴ Richard Armitage, Secrétaire d'Etat adjoint, la place de la coopération internationale dans la stratégie de sécurité nationale. Décembre 2002.

¹⁵ Robert Kagan, The Washington Post, september 13,2002. Multilateralism, American Style.

3. L'anatomie d'une stratégie¹⁶: la tradition idéaliste internationaliste ou la continuité dans les idéaux

La stratégie de sécurité nationale ne concerne pas exclusivement le domaine étroit des conditions d'emploi des forces armées et du rôle des agences gouvernementales de sécurité. Elle énonce également l'engagement américain à défendre dans le monde un certain nombre de valeurs que certains qualifieraient d'idéalistes. Il s'agit de notions comme la démocratie, la prospérité ou la liberté. Là encore, la politique de défense de l'administration Bush s'inscrit dans le cadre de la tradition stratégique américaine et dans la continuité de la politique étrangère américaine.

Il est donc important de caractériser les ambitions idéalistes et interventionnistes de la stratégie américaine. La politique américaine est à ce sujet paradoxale en hésitant constamment entre défense des valeurs et défense des intérêts.

3.1. L'idéalisme de la culture stratégique américaine

La politique américaine développée dans la stratégie de sécurité nationale et sa politique étrangère sont directement inspirées de l'idéalisme américain. Il s'agit non seulement d'éliminer les menaces qui pèsent sur la sécurité mais également d'instaurer partout dans le monde de la démocratie, source de prospérité. La nouvelle stratégie de Bush engage les Etats-Unis à se servir de leur position de force et de leur influence pour instaurer un équilibre des pouvoirs favorisant la liberté, la démocratie et la prospérité. Toute l'introduction de la SSN signée de Georges Bush tourne autour de ce thème principal de la volonté de défendre partout dans le monde ces valeurs, fort de la victoire après un siècle de luttes incessantes « des forces de la liberté » contre le totalitarisme communiste.

Mais si les Etats-Unis affiche un discours volontairement « progressiste » en affirmant leur volonté de combattre la pauvreté et la tyrannie, c'est non seulement par obligation morale mais aussi par bon sens et calcul. Des états trop pauvres risquent de ne plus pouvoir faire face à leurs obligations et être dévoyés par des groupes mafieux ou terrorisés. « La pauvreté, la faiblesse des institutions et la corruption peuvent exposer les états faibles à abriter à l'intérieur

¹⁶ On se souvient du titre de l'ouvrage du Colonel Desportes « L'Amérique en armes, anatomie d'une puissance militaire ».

de leurs frontières des réseaux terroristes et des cartels de la drogue ». L'absence de démocratie et le non-respect des droits de l'homme est l'incitation obligatoire pour les minorités opprimées ou les mouvements politiques d'opposition à user de la force et du terrorisme pour se faire entendre. Les tyrans soutiennent indirectement le terrorisme en produisant des générations d'individus exclus qui peuvent être réceptifs aux mouvements extrémistes et violents. Enfin, la prospérité mondiale est le chemin le plus sûr pour renforcer le libre échange entre pays et garantir des débouchés économiques et commerciales aux produits américains.

La démocratie et la liberté : facteur de stabilité

La stratégie américaine bien qu'elle repose sur la supériorité militaire a clairement pour but de promouvoir la démocratie et les sociétés « libres et ouvertes ». Dans son discours aux élèves officiers de West Point en juin 2002, le président évoquant la guerre en Afghanistan et plus généralement la guerre contre le terrorisme insiste avant toute chose sur la notion de guerre juste pour la défense de la liberté. « Le drapeau américain est le symbole non seulement de notre puissance mais aussi de la liberté. La cause nationale a toujours été plus grande que la défense nationale. Nous nous battons, comme nous l'avons toujours fait, pour une paix équitable, une paix qui favorise la liberté de l'homme. [...] Nous généraliserons la paix en encourageant des sociétés libres et ouvertes dans tous les continents. »

La démocratie crée les conditions pour que toute tentative d'éclosion de mouvements terroristes échoue.

La lutte contre la pauvreté et la croissance économique à l'échelle mondiale

La stratégie nationale de sécurité soutient que ce qui a poussé les terroristes du 11 septembre, c'est l'amertume née du manque d'institutions représentatives et démocratiques dans leur propre pays qui les a jetés dans les mains d'un islamisme extrémiste. Comme l'explique le président Bush : « Nous cherchons [...] à instaurer des conditions dans lesquelles toutes nations et toutes les sociétés peuvent choisir elles-mêmes les récompenses et les défis de la liberté politique et économique. » Ou encore, « nous avons une occasion unique de faire durer une juste paix en remplaçant la pauvreté, la répression et l'animosité dans le monde par l'espoir de jours meilleurs. Presque tout au long de l'histoire, la pauvreté s'est révélé être un mal persistant, inéluctable et quasiment universel. »¹⁷

¹⁷ Discours de West Point juin 2002

La promotion de l'économie de marché est ainsi chère à l'administration américaine. Elle est définie comme la « façon optimale de favoriser la prospérité et de diminuer la pauvreté ». Il s'agit là d'affirmer une volonté prioritaire de créer les conditions pour que s'épanouissent les peuples en bénéficiant des valeurs essentielles que sont la liberté, l'égalité et le libre arbitre.

Une économie mondiale forte renforce la sécurité nationale parce qu'elle fait progresser la prospérité. Ce thème revient souvent dans la bouche de Bush puisqu'il réaffirme dans son discours de l'Etat de l'union en 2003, « une hausse de 50% de l'aide de base au développement » sous certaines conditions en créant le compte du millénaire financé à hauteur de 5 milliards de dollars. Ces ressources étant allouées qu'aux états qui s'emploieront à « gouverner équitablement, à investir dans la santé et l'éducation, et à encourager la liberté économique ». Il s'agit de promouvoir une gestion saine des gouvernements. L'idée de l'aide revient plusieurs fois dans la SSN et les discours de Bush qui promet par exemple plus de 15 milliards de dollars pour combattre le SIDA en Afrique.

Le respect des droits de l'homme

Pour l'administration Bush, la nouvelle stratégie américaine vise à instaurer un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté et la justice. La promotion des libertés individuelles est une volonté sincère de l'administration américaine.

« Le XX^{ème} siècle s'est terminé avec un seul modèle survivant du progrès humain, fondé sur des impératifs non négociables de dignité humaine, de règle de droit, de limitation du pouvoir de l'Etat, de respect pour les femmes, de propriété privée, de liberté d'expression, d'égalité devant la justice et de tolérance religieuse. Les Etats-Unis ne peuvent pas imposer cette vision, mais ils peuvent soutenir et récompenser les Etats qui font les bons choix pour leur peuple. »¹⁸ Ce choix est autant motivé par idéalisme que par pragmatisme puisqu'elle favorise la stabiliser et donc favoriser les échanges économiques entre les pays.

Les Etats-Unis sont sincères quand ils affirment qu'ils souhaitent plus que l'absence de la guerre. « L'Amérique a un objectif plus grand encore que celui de juguler les menaces et d'endiguer le ressentiment. « Elle œuvrera en faveur d'un monde de justice et de paix au-delà de la guerre contre le terrorisme. »

Un tel discours serait impensable dans la bouche d'un président français ou d'un Premier ministre allemand.

Cet amalgame de valeurs est l'expression de la croyance américaine de la primauté du modèle démocratique et de liberté, et celle selon laquelle, l'expression de ces valeurs à travers le

monde bénéficie aux pays concernés mais contribue également à la paix internationale et donc à la sécurité des Etats-Unis ;

3.2. Un rapport à la guerre différent des Européens

A la différence des européens qui considèrent la guerre comme ‘normale’ et ‘habituelle’, les Américains conçoivent le recours à la force armée comme exceptionnel. Pour les Européens, la guerre est le prolongement de la politique par d’autres moyens, « la guerre n’est pas une rupture, elle est au contraire la continuité d’un projet qui utilise – momentanément – un moyen de coercition violente pour parvenir à son aboutissement »¹⁹. Pour les Américains, il s’agit au contraire de l’échec du processus politique ou diplomatique qui devait régler le conflit. L’intervention militaire ne s’impose donc que lorsque les intérêts de la nation sont directement menacés par un adversaire qui ne respecte pas le droit. L’engagement militaire américain est donc toujours guidé par la volonté de rétablir une situation de droit et abattre le mal. L’interprétation des récentes interventions américaines permet de mieux comprendre la brouille récente entre les Américains et leurs alliés.

3.3. La lutte contre le mal. Une vision très chrétienne voire messianique du rôle des Etats-Unis.

Depuis l’époque des colons puritains, le peuple américain pense que leur pays est exceptionnel et qu’il doit servir de modèle. Aussi, quand la guerre s’impose, les Etats-Unis s’y engagent alors dans un esprit ‘messianique’ de défense des valeurs morales contre le mal. Pour justifier l’action en Afghanistan, le président Bush mettait délibérément en avant cette notion ‘messianique’ de lutte du bien contre le mal. « D’aucuns s’inquiètent qu’il soit malséant sur le plan diplomatique ou impoli, de parler le langage du bien et du mal ; Je ne suis pas d’accord. Différentes circonstances requièrent différentes méthodes, mais pas des moralités différentes. La vérité morale est pareille en toute culture, en tout temps et en tout lieu. [...] Nous sommes bel et bien dans un conflit entre le bien et le mal, et l’Amérique appellera le mal par son nom. »²⁰

¹⁸ Discours du bicentenaire de West Point

¹⁹ L’Amérique en armes, Anatomie d’une puissance militaire Vincent Desportes, p161

Le régime s'appuie sur l'idée que la nation se fait d'elle-même, c'est-à-dire sur la croyance d'un Etat 'élu' destiné à jouer un rôle central dans le monde et être le leader de la lutte presque biblique du Bien contre le Mal. Cette vision, difficilement compréhensible pour nous européens, permet d'opposer une Amérique droite et juste au reste du monde.

Ce fut le cas en 1917 quand il a fallu sauver la démocratie en Europe, en 1941, pour libérer de nouveau l'Europe contre la tyrannie nazie ou plus récemment protéger l'Occident contre les 'états voyous' qui bafouent le droit international. Paradoxalement, la défense de la cause juste se traduit par la diabolisation de l'ennemi et la violence avec laquelle la guerre contre lui va être menée. Les Etats-Unis se trouvent en position de défenseur du droit contre la barbarie ou plus récemment contre 'l'axe du mal'.

Le danger du moralisme

Les valeurs progressistes qui sous tendent la stratégie américaine pourraient se révéler à termes extrêmement dangereuses. L'appel 'à faire quelque chose' pour les Etats-Unis chaque fois que la souffrance humaine paraît trop visible, que les valeurs occidentales de démocratie et de liberté sont bafouées risque de mettre en péril des équilibres régionaux et entraîner les Etats-Unis et leurs alliées dans des conflits dans lesquels il n'y aucune certitude de sortir vainqueur. La guerre en Irak est le témoin. Le retrait des forces américaines une fois le transfert du pouvoir à l'autorité irakienne acquis, doit intervenir au plus tôt. A défaut, il risque de s'accompagner d'un coût humain et financier insupportable.

3.4. Une Amérique défavorable à un rôle mondial

3.4.1. Une opinion défavorable à un rôle mondial de « gendarme du monde »

Puissance militaire inégalée et inégalable, l'Amérique accorde une place prioritaire à son armée et pourtant paradoxalement, conçoit de façon plutôt restrictive l'emploi de la force dans le règlement des crises et la défense de ses intérêts.

Comme le font remarquer de nombreux auteurs, depuis les Pères Fondateurs jusqu'à nos jours, la force militaire a toujours été considérée comme une menace potentielle et toutes les dispositions ont été prises pour que l'autorité civile contrôle, au moins en temps de paix, l'armée.

Même si l'actualité et la réalité viennent parfois contredire cette culture historique, le peuple américain refuse toute intervention militaire qui pourraient s'apparenter à de l'ingérence ou la recherche d'un gage territorial dans un processus de colonisation. Il cherche plutôt tout en étant attaché à la défense de son territoire et de ses intérêts, à établir avec les autres des relations fondées sur le respect du droit, de la liberté et du commerce.

Après le Vietnam, les Américains sont revenus à une culture de guerre traditionnelle, qui supposait une grande mobilisation politique et une longue préparation militaire. Ce que l'on a qualifié de doctrine 'Weinberger', prévoit en préalable à toute intervention un certain nombre de conditions qui devront être vérifiées pour qu'un engagement soit réalisé. Il s'agit en fait face à la multiplication des occasions à intervenir dans le monde, de préciser les conditions de recours à la force. Cela n'a pas empêché les Etats-Unis d'intervenir à l'extérieur, comme ce fut le cas au Panama, dans le Golfe ou encore en ex-Yougoslavie et au Kosovo.

Les opérations en Afghanistan puis en Irak s'inscrivent dans la continuité de la culture stratégique américaine. L'engagement américain se concrétise par la débauche des moyens employés. Il n'y a pas d'activisme militaire spécifique à l'administration Bush ; les politiques de défense tendent toujours à limiter les engagements aux situations les plus importantes pour la sécurité du pays ou les moins risquées militairement.

3.4.2. Le poids de l'opinion publique : l'effet 'CNN' et l'idée fausse d'une volonté publique d'une guerre « zéro mort »

Le poids de l'opinion publique dans la stratégie américaine est incontestable ; il s'agit de ce que l'on nomme l'effet CNN ou la doctrine « zéro mort ». Le concept d'une guerre « zéro mort » qui épargnerait la vie des soldats engagés est couramment répandu. L'Amérique n'aurait plus le courage de s'engager dans un conflit risqué, coûteux en vie humaine et obligation serait faite aux dirigeants américains de ne s'engager que très prudemment et en tous les cas de se désengager sitôt les pertes humaines considérées comme excessives par l'opinion comme inutiles. L'Amérique hyperpuissante verrait ainsi comme l'écrit Pascal Combelles Siegel²¹ dans une étude consacrée au concept « zéro mort » sa stratégie émasculée avec l'obligation faite aux hommes politiques d'épargner la vie des GIs. En fait, l'opinion publique américaine n'a jamais exigé des guerres propres et refusé l'intervention militaire. Il s'agit surtout de ne pas gaspiller inutilement la vie des soldats dans des opérations au succès incertain ou aux objectifs nébuleux. L'opinion américaine et les médias restent régulièrement

favorables à un engagement éventuel des troupes américaines et aux pertes qui en résulteraient. « Les Américains sont prêts à accepter des pertes au combat si les bénéfices tirés de l'opération sont tangibles et si les chances de succès sont réelles ²²».

Cependant, il est clair que les hommes politiques et les chefs militaires ont le souci constant de minimiser les pertes humaines. Les bombardements massifs et la paralysie de l'ennemi avant l'engagement des forces au sol, missiles de croisière tirés à large distance de sécurité, utilisation discrète des forces spéciales, l'armement de milices paramilitaires chargées de faire la guerre à la place des GIs, sont autant de constantes relevées dans les conflits ou interventions des trente dernières années. La culture stratégique américaine valorise la technologie, l'équipement et la gestion de crise. C'est une stratégie qui selon l'historien Russell Weigley,²³ « permet d'économiser la main d'œuvre (les soldats) au profit du capital (la technologie) ».

La limitation des pertes humaines est au cœur de la stratégie américaine. Les efforts considérables consentis dans le développement des technologies comme la furtivité, la précision des armements, la rapidité de la boucle de décision action, relèvent d'une stratégie visant pour un objectif donné la réduction des pertes au strict nécessaire. C'est le sens qu'il faut donner à la Révolution dans les affaires militaires (RMA) dont un volet essentiel est la supériorité dans le domaine de l'information. Parvenir à cette supériorité permet de connaître les objectifs de l'adversaire, anticiper son action, neutraliser ses ordres, accélérer le tempo de la boucle OODA (Observation, Orientation, Décision et Action), multiplier le traitement à distance de plusieurs cibles et d'accroître l'efficacité globale des moyens mis en place.

L'Amérique reste prête à payer « l'impôt du sang » mais exige que les pertes soient le garant d'un succès rapide et total : la stratégie américaine tient compte de ce principe.

De même, la stratégie américaine a réalisé la nécessité de mobiliser l'opinion publique. La stratégie n'est pas l'otage des médias et de l'opinion, mais les chefs militaires ont compris que le succès d'une guerre gravite autour de l'opinion publique et de l'appui politique tout au long des combats. C'est dans cette volonté qu'il faut voir la présence importante de journalistes au côté des militaires comme ce fut le cas en Somalie où on se souvient du débarquement américain à Mogadiscio le plus médiatisé de l'histoire ou encore le concept d'équipes intégrées inventé en Irak. Par ailleurs, chaque intervention américaine est accompagnée d'un

²¹ Les mythes et les réalités du « zéro mort », Pascale Combelles Siegel et François Géré

²² Eric Lausen : Casualties and Consensus : The Historical Role of Casualties in Domestic Support for U.S. Military Operations

²³ Russell Weigley : The American Way of War

effort de communication important non seulement de la part du Président mais également des hauts représentants de l'administration.

3.5. Idéalisme contre défense des intérêts

Bush pense que l'argument de l'Amérique est honnête et se situe entre Carter l'idéaliste et Cheyney le cynique. La sécurité plus diffuse et complexe que précédemment, on peut penser que les attentats de New York n'ont facilité l'acceptation de la politique de défense actuelle mais n'ont pas été à son origine. Au lendemain du 11 septembre, les conservateurs de l'administration ont imposé leur calendrier, mais cette politique est le fruit d'une lente et ultime réflexion qui aurait de façon eu lieu avec ou sans les attentats contre les Twin Towers. La politique américaine n'est pas machiavélique. Elle reflète quoi qu'on en dise ce que le peuple américain souhaite et les idéaux auquel il aspire. On prend souvent pour du cynisme, l'idéalisme américaine. Pourtant ce dernier est réel et profond. L'Amérique n'est pas cynique. Elle est porteuse de messages universels, la démocratie, le libre échange, la liberté dont la majorité des nations s'inspirent aujourd'hui.

Depuis toujours aux Etats-Unis deux écoles s'affrontent. La première l'école 'idéaliste' tente de placer les valeurs de liberté, de justice, de prospérité ou de démocratie au premier rang en minimisant l'équilibre des pouvoirs. A eux seuls ces valeurs sont susceptibles de créer des conditions politiques plus justes et l'Amérique forte de son influence et de sa puissance a un rôle de tout premier plan à jouer. Les 'réalistes' sous-estiment les valeurs pour encenser l'équilibre des pouvoirs sensé apporter la stabilité et la paix. En réalité valeurs et pouvoirs sont indissociable et toute la politique américaine a constamment balancé entre ces deux conceptions et la difficulté est de trouver 'le point d'équilibre'. La politique de G. Bush ne fait pas exception. La défense des intérêts américains passe par l'exercice du pouvoir et de la force, mais les valeurs des peuples comptent aussi. C'est toute la contradiction des discours présidentiels qui prône la lutte unilatérale si nécessaire contre les nations de l'axe du mal, tout en défendant un idéal mondial de paix et de justice. Les Etats-Unis s'emploie à promouvoir la modération, la tolérance et les droits de l'homme tout en s'autorisant d'employer la force militaire pour modeler les pouvoirs au mieux de leurs intérêts. La crise irakienne est à ce sujet significative : il s'agissait aux yeux de l'administration Bush de supprimer le risque que pouvait représenter pour l'Amérique et ses alliées l'arsenal de Saddam Hussein et abattre un régime hostile ayant ouvertement violé depuis le cessez-le-feu de 1991 toutes les résolutions

imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU. En même temps, et on peut penser que le président est sincère quand il l'affirme, il s'agissait de défendre les aspirations de liberté, d'égalité et de prospérité auxquelles aspirait le peuple irakien.

Le nationalisme américain a toujours oscillé entre pragmatisme brutal et idéalisme rhétorique. des terroristes.

Conclusion

La culture stratégique est le fruit de l'histoire, de l'environnement du moment, de la situation politique et des habitudes de pensée. Elle n'est pas statique et se module en fonction des différents rapports de forces et surtout des leçons qu'une société choisit de retenir de son histoire.

La stratégie de sécurité nationale publiée par la Maison Blanche est un programme ambitieux qui a le mérite d'être volontairement claire et simple en apportant une réponse ferme à la menace terroriste un an après les attentats sur New-York et Washington. Elle s'inscrit cependant autour d'un certain nombre de termes récurrents de la tradition stratégique américaine, nous l'avons vu, avec l'idée des actions préventives quand les intérêts du pays sont menacés, le maintien de la suprématie militaire, la recherche de partenaires afin d'agir dans le cadre d'une coalition avec si nécessaire le recours à une action unilatérale et enfin la défense aux quatre coins du monde de valeurs idéalistes comme la liberté, les droits de l'homme, la prospérité et la démocratie.

Par ailleurs, elle énonce en partie des principes nouveaux mesurés et raisonnables.

La stratégie de sécurité nationale a suscité un vif intérêt tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger et provoqué de larges débats. Pourtant la doctrine stratégique de G. W. Bush n'est pas novatrice. Elle résulte en partie de principes connus ou exprimés depuis des années. La politique de l'actuelle administration s'inscrit complètement dans le cadre de la tradition stratégique américaine.

Le 11 septembre a permis de cristalliser toute une série de déclarations et d'ambitions exprimées depuis des années. Il est probable que les attentats terroristes aient accéléré la mise en place des orientations de la politique de Bush, puisque la mobilisation nationale contre le terrorisme a interdit à l'opposition de jouer son rôle. La stratégie de Bush semble avoir trouvé le 'point d'équilibre' entre réalisme et idéalisme.

La crise irakienne est à ce titre significative : au nom de la défense de ses intérêts et de sa sécurité, mais aussi au nom d'un idéalisme politique pour la région, les Etats-Unis se sont lancés dans un conflit qui se révèle coûteux : brouille avec ses alliés, antiaméricanisme dans le monde et en particulier dans le monde arabe, coûts en ressources humaines même si les pertes restent encore limitées, surcoût financier.

La réussite ou l'échec de la politique américaine repose peut-être sur la capacité américaine à instaurer un ordre démocratique en Irak. Les défis de l'après-guerre paraissent immenses, mais il s'agit de juger à long terme. La fermeté américaine et la menace d'actions préventives est déjà un succès puisqu'un certain nombre 'd'états voyous' sont revenus à la raison.

Bibliographie

Ouvrages

- Colin S. Gray : « Comparative Strategic Culture » , 1984
- Colonel Desportes : « L'Amérique en armes » anatomie d'une puissance militaire 2002
- Colson Bruno : La culture stratégique américaine, l'influence de Jomini
- Nicole Vilboux : Les stratégies de puissance américaine
- Les Etats-Unis, gendarmes du monde, pour le meilleur et pour le pire,
- Bush s'en va-t-en guerre ? Bob Woodward
- Les Etats-Unis s'en vont-ils en guerre ? Dans la course à la suprématie, des solutions militaires plutôt que diplomatiques, ouvrage collectif, introduction de Paul-Marie de la Gorce

Documents officiels

- National Security Strategy SSN (Stratégie de Sécurité Nationale SSN) 2002 de G.W. Bush
- National Security Strategy SSN (Stratégie de Sécurité Nationale SSN) 1999 de B. Clinton
- Quadrennial defense review report (QDR) 2001,
(<http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf>)
- Rapport de la commission Rumsfeld au Sénat du 30 juillet 1998
- Defense Planning guidance (Guide de la planification de la Défense) de 1992 par Paul Wolfowitz
- Nuclear Posture Review (NPR)
- Discours de l'Etat de l'union du président Bush, janvier 2003
- Rapport de 2 février 2001 de la commission américaine sur la sécurité nationale,
(commission Hart-Rudman)
<http://www.nssg.gov/phaseIII.pdf>
- National Strategy To Combat Weapons of Mass Destruction, décembre 2002
- Charte des Nations Unies et statut de la Cour internationale de Justice. Département de l'

Articles de revue

- Pascale Combelles Siegel et François Géré : Les mythes et les réalités du « zéro mort »
- Russell Weigley : The American Way of War
- David S. Yost, Représentant, Président de la Commission des affaires étrangères à la Chambre des Représentants : La diplomatie publique et la politique étrangère des Etats-Unis : parler à nos alliés silencieux
- Armitage Richard, secrétaire d'Etat adjoint : La place de la coopération internationale dans la stratégie de sécurité nationale
- Schmitt Gary, power and Duty : US action is crucial to maintaining world order, 23 mars 2003
- Kagan Robert : Multilateralism, American style, 12 septembre 2002
- Lieber Robert : La stratégie de sécurité nationale du président Bush, décembre 2002
- De Durand Etienne : Leçons afghanes, janvier 2002
- Myers Richard General : La paix et la sécurité au XXIème siècle, le rôle des forces armées américaines
- Kugler Richard : Un internationalisme spécifiquement américain qui répond à la mondialisation
- Correll John : A la poursuite d'une stratégie
- Rice Condoleeza : Un équilibre des pouvoirs qui favorise la liberté, décembre 2002
- Leduc Colonel, Etat-major des armées, bureau « Etudes et stratégie militaire générale : La stratégie américaine
- Grimmerich Richard : l'emploi préventif de la force militaire américaine, une perspective historique
- Brzezinski, Zbigniew : Pour une nouvelle stratégie américaine de paix et de sécurité. Revue politique étrangère, 01/10/2003
- Leduc, Colonel : La stratégie américaine, Cahier de Mars, 01/01/2002
- Colson, Bruno : La stratégie américaine de sécurité et la critique de Clausewitz, décembre 2000
- Mason John : Quelle stratégie globale américaine ?, revue esprit octobre 2000
- Gadal, Serge : La doctrine militaire des Etats-Unis et ses sources : quelques éléments de recherche sur internet
- La stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis : une ère nouvelle. Revue électronique du département d'Etat, décembre 2002.
- Sécurité nationale : la stratégie des Etats-Unis, Maison Blanche, septembre 2002

- Le discours de Bush sur l'état de l'union : la fièvre guerrière d'une élite en crise. World socialist Web Site www.wsws.org , 30 janvier 2003
- Combelles Siegel : Les Américains ont-ils peur de perdre des hommes au combat ?, revue défense nationale, octobre 2002
- Myers, Richard General : A word from the Chairman. Understanding Transformation
- Morrissey Charles : Pleins feux sur la stratégie en matière de sécurité nationale.
- Klare, Michael T : Les vrais desseins de M. George Bush
- Birnbaum Norman : Aux racines du nationalisme américain, Le Monde diplomatique
- Grimmett Richard F. : Use of preemptive Military Force, Congressional research Service (CRS) Report of Congress, septembre 2002
- De la Gorce Paul-Henri : Ce Dangereux concept de guerre préventive, Le Monde diplomatique
- Morrissey Charles : La sécurité du territoire américain, Groupe des politiques du MDM, http://www.forces.gc.ca/admpol/fra/doc/strat-2003/sa03_13_f.htm
- White Orick : Problèmes de sécurité Canada-Etats-Unis, examen des résultats du séminaire sur les orientations politiques, 16 juin 2000, http://www.forces.gc.ca/admpol/fra/doc/535_f.htm

LIEUTENANT-COLONEL ERIC BEAUDRU	1
LA CULTURE STRATEGIQUE AMERICAINE DE L'ADMINISTRATION DE GEORGES W. BUSH: RUPTURE OU CONTINUITE ?.....	1
LIMINAIRES : QU'EST CE QU'UNE CULTURE STRATEGIQUE ?.....	2
INTRODUCTION	3
1. LA STRATEGIE EN MATIERE DE SECURITE NATIONALE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE (SSN) : LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE	5
1.1. LES PRECEDENTES SSN	5
1.2. LA « QUADRENNIAL DEFENSE REVIEW REPORT QDR».....	6
1.3. LA SSN DE G. W. BUSH : LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE	7
1.4. LE CONCEPT DE LA GUERRE PREVENTIVE.....	9
2. LA SSN DE G. W. BUSH : LA CONTINUITE DANS LE MODE D'ACTION ET LES MOTIFS D'INTERVENTION.....	12
2.1. LES PRINCIPAUX THEMES DE LA SSN DE BUSH SONT ANTERIEURS AU 11 SEPTEMBRE	12
2.2. LE THEME ANCIEN DE L'ACTION PREEMPTIVE DANS LA POLITIQUE ETRANGERE AMERICAINE.....	13
2.3. LA NOTION CONTROVERSEE MAIS FINALEMENT ADMISE DES ACTIONS PREEMPTIVES.....	15
2.4. LA LEGITIMITE DE L'INTERVENTION PREEMPTIVE : DROIT INTERNATIONAL ET EFFICACITE POLITIQUE ..	16
2.5. LA SUPREMATIE DES FORCES MILITAIRES.....	18
2.6. UNE POLITIQUE QUI N'A PAS ABANDONNEE LE MULTILATERALISTE.....	19
3. L'ANATOMIE D'UNE STRATEGIE : LA TRADITION IDEALISTE INTERNATIONALISTE OU LA CONTINUITE DANS LES IDEAUX.....	22
3.1. L'IDEALISME DE LA CULTURE STRATEGIQUE AMERICAINE	22
La démocratie et la liberté : facteur de stabilité	23
La lutte contre la pauvreté et la croissance économique à l'échelle mondiale.....	23
Le respect des droits de l'homme.....	24
3.2. UN RAPPORT A LA GUERRE DIFFERENT DES EUROPEENS	25
3.3. LA LUTTE CONTRE LE MAL. UNE VISION TRES CHRETIENNE VOIRE MESSIANIQUE DU ROLE DES ETATS- UNIS. 25	
Le danger du moralisme	26
3.4. UNE AMERIQUE DEFAVORABLE A UN ROLE MONDIAL.....	26
3.4.1. Une opinion défavorable à un rôle mondial de « gendarme du monde ».....	26
3.4.2. Le poids de l'opinion publique : l'effet CNN (ex intervention en Somalie) et l'idée fausse d'une volonté publique d'une guerre « zéro mort ».....	27
3.5. IDEALISME CONTRE DEFENSE DES INTERETS	29

CONCLUSION	31
BIBLIOGRAPHIE.....	33
4. ANNEXE 1	38
LES PRESIDENTS AMERICAINS :	38
L' ADMINISTRATION DE G. B. BUSH :	38
ANNEXE 2.....	39
LES INTERVENTIONS AMERICAINES :	39
ANNEXE 3.....	40
DISCOURS DU PRESIDENT BUSH A L' ACADEMIE MILITAIRE DE WEST POINT 1 ^{ER} JUIN 2002	40
HTTP://WWW.MONDE-DIPLOMATIQUE.FR/CAHIER/IRAK/A9681	40
ANNEXE 4.....	41
SECURITE NATIONALE : LA STRATEGIE DES ETATS-UNIS	41
TRADUCTION DE LISE-ELIANE POMIER.....	41
ANNEXE 5.....	42
QUADRENNIAL DEFENSE REVIEW	42

Annexe 1

Les présidents américains :

Jimmy Carter : 1976 à 1980

Ronald Reagan : 1980 à 1988

Georges Bush : 1988 à 1992

Bill Clinton : 1992 à 2000

Georges W. Bush : 2000 à 2008 (?)

L'administration de G. B. Bush :

Vice-président des Etats-Unis (secrétaire général) : Dick Cheney (Lewis Libby)

Secrétaire d'Etat (adjoint) : Colin Powell (Richard L. Armitage)

Secrétaire à la défense (adjoint) : Donald H. Rumsfeld (Paul D.Wolfowitz)

Conseillère du président à la Sécurité nationale (adjoint) : Condoleezza Rice (S. J. Hadley)

Annexe 2

Les interventions américaines :

Corée

Opérations clandestines en Iran (1953)

Opérations clandestines au Guatemala (1954)

1961 : la baie des cochons,

Crise des missiles de Cuba de 1962. (seul cas notable et bien documenté pour lequel une action préventive avait été sérieusement envisagée : il s'agissait de détruire les installations de lancement de missiles avant qu'elles ne deviennent opérationnelles)

République dominicaine en 1965

Viêt-nam

Liban (83-84)

Grenade (83)

Panama (12/89) : opération 'juste cause'

Irak, Desert Shield/storm, octobre 1990-février 1991

Irak, opérations de surveillance des zones d'exclusion aérienne, depuis 1991

Somalie, Restore Hope, décembre 1992-mai 1993 L'opinion publique américaine exhorte les Etats-Unis à intervenir pour soulager les souffrances humaines

Adriatique, surveillance de l'embargo depuis 1992

Bosnie Herzégovine, opérations aériennes : Deny Flight, avril 1993-décembre 1995. Deliberate force août -septembre 1995

Irak, frappes aériennes 01 et 06/93 ; 09/96

Haïti, opérations Uphold/Restore Democracy, 09/94-03-95

Rwanda (94)

Kosovo (03-06/99) : frappes aériennes. Intervention pour, comme le défendait le Premier ministre Tony Blair, « une guerre juste, fondée non pas sur des ambitions territoriales, mais sur des valeurs.

Participation à la KFOR depuis juin 1999

Bombardement contre l'Iran (?), la Libye (?),

Intervention des services de renseignement pour éliminer et remplacer des chefs de gouvernements jugés trop dangereux pour la sécurité des Etats-Unis (Mossadegh en Iran., Lumumba au Congo).

Annexe 3

Discours du président Bush à l'Académie militaire de West Point 1^{er} juin
2002

<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/a9681>

Annexe 4

Sécurité nationale : la stratégie des Etats-Unis
traduction de Lise-Eliane Pomier

Annexe 5

Quadrennial Defense Review

<http://www.defenselink.mil/pubs/qdr2001.pdf>